

## **TAFTA: La coopération réglementaire est l'outil ultime pour empêcher ou affaiblir les futures normes d'intérêt général en faveur des citoyens, des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement**

Les organisations de la société civile dénoncent la “coopération réglementaire” au sein des négociations du traité transatlantique TAFTA. Celle-ci est une menace pour la démocratie et une tentative de mettre les intérêts des grandes entreprises au dessus de la protection des citoyens, des travailleurs et de l'environnement.

*Février 2015 – Déclaration des organisations de la société civile sur la coopération réglementaire dans le TAFTA*

Nous, les organisations soussignées, exprimons ici notre grande inquiétude et notre opposition ferme à la direction des négociations du TAFTA sur la réglementation de domaines vitaux, tels que les produits chimiques, les normes alimentaires, les services publics, la santé au travail et la réglementation financière.

Les négociateurs de l'Union Européenne (UE) ont affirmé à plusieurs reprises que le TAFTA n'était pas une menace pour les lois et les normes qui nous protègent et protègent notre environnement. (1)

Pourtant, les dernières positions de la Commission Européenne sur le chapitre “Coopération Réglementaire” des négociations du TAFTA (2), obtenues via des fuites, n'ont fait qu'augmenter nos inquiétudes. La Commission propose un système dont le résultat ne peut être que plus de barrières au développement de norme d'intérêt général. Ces dernières devront être systématiquement passées par un filtre 'commerce et investissement'. Le chapitre donne également aux lobbies industriels un pouvoir sans précédent pour arrêter toute nouvelle réglementation pouvant avoir un impact sur le commerce et l'investissement. La proposition donne la priorité au “commerce et à l'investissement “, et les fait primer sur l'intérêt général. Elle donnerait un pouvoir énorme à un petit groupe d'officiels non élus, leur permettant d'arrêter ou d'affaiblir les réglementations et les normes, et ce avant même que des institutions démocratiquement élues, comme les parlements, puissent avoir leur mot à dire. Elle ébranlerait ainsi notre système démocratique.

La Commission demande plus de «compatibilité» entre les lois des deux côtés de l'Atlantique, ainsi qu'un “environnement réglementaire favorisant la compétition”. Comme le montre un rapport du Parlement Européen de Juillet 2014, cette compatibilité amènerait une «harmonisation vers le bas» (3).

Le texte de la Commission suggère que toute nouvelle loi devra pouvoir être justifiée par de nouveaux faits ou de nouvelles preuves scientifiques, si un gouvernement ou une entreprise le demande. La proposition de la Commission reflète également la demande des industriels de créer un “Organe de Coopération Réglementaire”. Il viserait à faciliter un système d'échanges d'informations préalables à travers des consultations, et à influencer le développement de nouvelles lois.

De plus, selon la proposition de la Commission, le milieu des affaires américain et européen auront encore plus fortement voix au chapitre en ce qui concerne la plupart des lois élaborées à Bruxelles, dans les capitales de l'UE, à Washington et dans les Etats fédérés américains. La Commission semble avoir largement cédée à la demande des lobbies d'affaire de pouvoir “co-écrire les lois”(4).

Les propositions de la Commission pour la coopération réglementaire menacent d'affaiblir les normes sur le court et le long terme, des deux côtés de l'Atlantique, au niveau des États fédérés américains, de l'UE et de ses États Membres. Elles limitent les prises de décision démocratiques en renforçant l'influence des grandes entreprises sur les réglementations.

Un rapport de Janvier 2015 par le Centre pour le Droit International de l'Environnement montre par exemple comment la coopération réglementaire pourrait encore plus retarder, et même stopper, un renforcement des protections contre les produits chimiques toxiques et les pesticides. (5)

La coopération réglementaire pourrait également être une attaque progressive du principe de précaution, ouvrant lentement mais pleinement les portes aux OGMs, aux nanomatériaux et aux perturbateurs endocriniens (6).

Pour toutes ces raisons, nous exhortons les négociateurs à retirer la coopération réglementaire des négociations du traité transatlantique TAFTA.

### **Signée par**

ACEP - Associação para a Cooperação Entre os Povos (Portugal)

Action for Breast Cancer Foundation (Malte)

ActionAid

Afri (Action from Ireland)

Afrika Kontakt (Danemark)

AITEC (France)

Alliance D19 D20 (Belgique)

Alliance for Cancer Prevention (Royaume Uni)

Alternatiba Eraikitzen

Alter Summit

Les Amis de la Confédération paysanne (France)

Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL) (Allemagne)

Associação de Combate à Precariedade - Precários Inflexíveis (Portugal)

ATTAC Allemagne

ATTAC Autriche

ATTAC Bizkaia (Bays basque)

ATTAC Danemark

ATTAC France

ATTAC HELLAS

ATTAC Hongrie

ATTAC Irlande

ATTAC Portugal

ATTAC Espagne

Biofuelwatch, Royaume Uni/Etats Unis

Both ENDS

Breast Cancer UK

Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) (Allemagne)

Campaign for Real Farming (Royaume-Uni)

The Cancer Prevention & Education Society (Royaume-Uni)

CEE Bankwatch Network (République tchèque)

CEIM (Centro de Estudios e Investigación sobre Mujeres) (Espagne)

Center for Encounter and active Non-Violence (Autriche)

Center for Environmental Information and Education (CEIE) (Bulgarie)

Center for Sustainable Development of the Mountain (Bulgarie)

Center for Transport and Energy (CDE) (République tchèque)

CHEM Trust (Royaume Uni)

CIEL

CIG - Confederación Intersindical Galega

Collectif anti-gaz de schiste de Clapiers (France)

Collectif citoyen IDF Non aux pétroles et gaz de schiste et de couche (France)

Collectif d'action contre l'accord général pour le commerce des services (Loupian-Bouzigues, France)

Collectif Roosevelt (France)

Compassion in World Farming (Union Européenne)

Confederacion Intersindical (Espagne)

Confédération Paysanne (France)

Corporate Europe Observatory

CNCD-11.11.11 (Centre National de Coopération au développement) (Belgique)

Danish Eco Council

Earth Open Source (Royaume Uni)

Ecologistas en Acción (Espagne)

Ecoforum for Sustainable Development Association (Bulgarie)

EcoNexus (Royaume Uni)

Economistas sin Fronteras (Espagne)

ECOS (Union Européenne)

Ecoworld Rhodopes (Bulgarie)

ELA (Pays basque)

ENSEMBLE! (France)

Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte (Espagne)

Esperanto Radikala Asocio Onlus (Italie)

Estonian Seamen's Independent Union

EUrope NEWnited Serviceteam (EU)

European Federation of Building and Wood Workers (EFBWW)

European Federation of Journalists (EFJ)

European Federation of Public Service Unions (EPSU)

European Information-Human Rights Center (EIHRC)

European Transport Workers' Federation

Fair Trade Hellas (Grèce)

Fairwatch (Italie)

Federazione Organismi Cristiani Servizio Internazionale Volontario, FOCSIV (Italie)

Finance Watch

Finnish NGDO platform to the EU

Finnish TTIP Info Network

Finnwatch (Finlande)

Forum Umwelt und Entwicklung (Allemagne)

Food & Water Europe

foodwatch

Foundation for Ecological Education and Training (Bulgarie)

Foundation for Environment and Agriculture (FEA) (Bulgarie)

Fracking Free Ireland

France Amérique Latine (FAL)

France Nature Environnement

Friends of the Earth Austria (GLOBAL 2000)

Friends of the Earth Bulgaria - For the Earth (Za Zemiata)

Friends of the Earth Czech Republic (Hnutí Duha)

Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland

Friends of the Earth Estonia - Estonian Green Movement (ERL)

Friends of the Earth Europe

Friends of the Earth France

Friends of the Earth Hungary (Magyar Természetvédők Szövetsége (MTVSZ)

Friends of the Earth – CEPA (Republique Slovaque)

Future for Borino (Bulgarie)

GAIA - Grupo de Acção e Intervenção Ambiental (Portugal)

Gen-ethisches Netzwerk e.V. (GeN)

Global Justice Now (Royaume Uni)

GMWatch (Royaume Uni)

GRAIN

Green Action (Croatie)

Green Institute (Grèce)

HEAL (Union Européenne)

Highlands and islands against fracking (Royaume Uni)

IBD Initiative Bürger für Demokratie (Allemagne)

Initiativ Liewensufank a.s.b.l. (Luxembourg)

Initiative K136 (Grèce)

Inter-Environnement Wallonie (Belgique)

Iuridicum Remedium (IuRe) (République tchèque)

Keep Ireland Fracking Free

Latvian Green Movement (Lettonie)

Lithuanian Seamen's Union

LobbyControl (Allemagne)

May Day (Danemark)

Mehr demokratie! Deutschland

Mehr demokratie! Österreich

Mujeres de Negro contra la guerra (Espagne)

Munich Environment Institute (Umweltinstitut München e.V.)

NABU e.V. (Allemagne)

National Justice & Peace Network (England & Wales)

Not For Shale Ireland

Observatory on Debt in Globalisation (Debtwatch) (Espagne)

ÖBV-Via Campesina Austria

Oikos – Cooperação e Desenvolvimento (Portugal)

PAN Europe

Plataforma Não ao Tratado Transatlântico (Portugal)

Platform Aarde Boer Consument (Pays Bas)

Polish Green Network (Pologne)

PowerShift e.V (Allemagne)

Pro Ethical Trade Finland

The Puntarji - movement for active citizenship (Slovenie)

Quaker Council for European Affairs

Quercus – National Association for Nature Conservation (Portugal)

Réseau Environnement Santé (France)

Seaports NSZZ Solidarność (Pologne)

Seeds Action Network - SAN Germany

SIndikat žerjavistov p.d. - Luka Koper (Slovenie)

Social Europe Malta - Front Against TTIP

Solidarity and Cooperation CIPSI (Italie)

Solidary Bulgaria

Stichting Schaliegasvrij Nederland (Shale-gas free Netherlands)

StopTTIP UK

SumOfUs

Sussex Against TTIP

Terra Nuova (Italie)

Transform! Europe

Transnational Institute

UK National Hazards Campaign

UNI Europa

Union syndicale Solidaires (France)

USO (Espagne)

VHUE e.V. (Allemagne)

War on Want (Royaume Uni)

WECF Germany

WECF France

WECF The Netherlands

WEED – World Economy, Ecology & Development (Allemagne)

Werkstatt Ökonomie, Heidelberg (Allemagne)

WIDE+ (Europe)

Women's International League for Peace and Freedom Netherlands (WILPF NL)

Xnet (Espagne)

ŽALI.LT (Lituanie)

(1) <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1219>

(2) <http://corporateeurope.org/international-trade/2014/12/ttip-covert-attacks-democracy-and-regulation>

(3) [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2014/514007/AGRI\\_IPOL\\_STU%282014%29514007\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2014/514007/AGRI_IPOL_STU%282014%29514007_EN.pdf)

(4) <http://corporateeurope.org/sites/default/files/businesseurope-uschamber-paper.pdf>

(5) [http://ciel.org/Publications/LCD\\_TTIP\\_Jan2015.pdf](http://ciel.org/Publications/LCD_TTIP_Jan2015.pdf)

(6) <https://www.agra-net.net/agra/agra-europe/crops/ttip-must-prioritise-regulatory-cooperation-on-gmos---coceral--1.htm>

[http://www.merid.org/en/Content/News\\_Services/Nanotechnology\\_and\\_Development\\_News/Articles/2013/Jun/25/canada\\_and\\_us.aspx](http://www.merid.org/en/Content/News_Services/Nanotechnology_and_Development_News/Articles/2013/Jun/25/canada_and_us.aspx)

<http://www.croplifeamerica.org/sites/default/files/ECPA-CLA%20TTIP%20Position%20-%20Paper%2010-03-14.pdf>

<http://www.europeanpublicaffairs.eu/is-democracy-a-trade-barrier/>